

La transition statutaire de la Société Civile : De la Consultation à l'Intégration.

Par :

Nadir Ismaili

Enseignant-chercheur FSJES, Meknès, Université Moulay Ismail.

Résumé :

La Globalisation a constitué un facteur déterminant pour l'ensemble des bouleversements intervenus dans les institutions traditionnelles de la Gouvernance sur le plan interne et externe. Il a été particulièrement à l'origine du déclenchement de nouveaux dynamismes nationaux et internationaux.

Ces dynamismes qui ont conduit à de grandes transformations dans les structures et dans les organes. Des changements caractérisés par l'émergence de nouveaux acteurs jusqu'à un temps récent ne jouaient que des rôles limités « **L'essor des acteurs non étatiques est à l'origine de l'irruption de la notion de société civile** »¹

Ainsi, la prolifération des ces acteurs et l'intensification de leur activité nationale transnationale et enfin globale ont fini par reconfigurer la composition de la société nationale et internationale par l'expansion de ce qu'on appelle communément « la société civile ».

Cette société civile relativement distancée des formations à l'origine politique ; partis syndicats, gouvernements, institutions gouvernementales internationales, ou encore à des affiliations d'ordre « officiels ». Elle s'est alors rapidement déplacée de la sphère accessoire au positionnement indispensable voire fondamental de la Gouvernance. Autrement dit, son rôle s'est vu progressé dans le processus de la prise de décision dans le cadre d'une « gouvernance humaine », à travers l'octroi d'un droit d'ingérence dans les États, ou par son intégration au sein de procédures de décision de nouvelles institutions nationales et globales².

Mots clés :

Globalisation, Gouvernance, transition ; consultation, décision, statutaire, reconfiguration. Démocratisation.

¹ Virgile Perret, *Les discours sur la société civile en relations internationales Portée et enjeux pour la régulation démocratique de la mondialisation*, Études internationales, Volume 34, numéro 3, 2003, p. 381-399

² Gideon BAKER, « Problems in the Theorization of Global Civil Society », *Political Studies*, vol. 50, 2002, p. 934.

Introduction :

Le processus transformatif social, politique, institutionnel et Global a suscité plus qu'un intérêt, et ce, à plusieurs égards compte tenu de ces conséquences notoires sur le devenir des structures de la diligence de la Gouvernance interne et internationale, et notamment sur les politiques publiques qu'elles en découlent.

Ceci étant, des interrogations sont soulevées pour une appréciation du phénomène et du concept qui lui est attribué, celui de société civile. Des interrogations à des fins d'examen des contextes de l'évolution et les conditions des transitions de ces acteurs, au rythme des mutations majeurs des institutions de la Gouvernance de la Globalisation.

Ces mutations qui déclinent forcément de profondes nécessités, exprimées par les nouvelles réalités et challenges relatifs à une Gouvernance démocratique, équitable et mieux représentative. Une gouvernance favorable aux rôles et fonctions d'une société civile capable d'impacter le processus décisionnel pour le devenir Global³.

En somme, le débat s'articule autour des probables controverses liées à la notion de société civile et la nature des différents rapports entretenus entre son environnement et les structures de décisions qui agissent sur la conduite nationale et internationale des politiques publiques.

C'est un exercice en quête d'une conceptualisation de la société civile dans cette évolution indéfinie à la recherche de ces capacités et habilités dans le façonnement du cadre de la vie nationale et internationale.⁴

En fait, c'est surtout un questionnement particulier sur les différentes possibilités de compréhensions et de reformulations des transitions de la société civile au cœur des enjeux de la Gouvernance de la Globalisation. Ces transitions sensées être innovatrices correspondantes aux réformes⁵ inhérentes de l'industrie de la décision de la consultation à l'intégration appropriée au monde de demain.

I) La société civile au cœur des mutations.

On ne peut constater l'évolution des sociétés sans prêter attention à l'évolution et développements du phénomène de la société civile. Cette société dont la naissance et l'émergence sont entourées de paradoxes et de complexités relatives aux différents rapports établis avec la société politique, le pouvoir, et le communautarisme.⁶

³ James BOHMAN, *International Regimes and Democratic Governance. Political Equality and Influence in Global Institutions*, in *International Affairs*, vol. 75, n°3, 1999, pp. 509-513

⁴ François HOUTART, *Vers une société civile mondiale. Celle d'en bas ou celle d'en haut ?*, *Contretemps*, n° 2, septembre 2001, p. 11

⁵ Sunil KHILNANI, *La 'société civile', une résurgence*, *Critique internationale*, n°10, janvier 2001, p. 44.

⁶ Jean-Noël Ferrié, *« Société civile », autoritarisme et globalisation des normes*

La centralité du dynamisme de la société civile agit alors sur l'Etat et la société. Une place qui contribue à la difficulté conceptuelle et pratique relative à l'encadrement théorique d'une part, compte tenu de l'absence de la modélisation des ces rapports, et les fonctions transformatives et contextuels parfois indéfinis d'autre part.

Pourtant, les mutations notoires de la société civile ont fait d'elle, une force incontournable pour tout type de sociétés dans une grande mouvance face aux crises de gouvernance. Autant de facteurs ont fini par favoriser la prépondérance de la société civile dans bon nombres de domaines de politique publique ce qui a constitué une véritable transition et par conséquent un renforcement de contribution à la gouvernance.

A) Les controverses de la genèse du concept.

La pensée politique contemporaine en particulier de « Tocqueville Alexis le plus enthousiasme »⁷ à côté d'Ernest Gellner, soutenait l'idée de la société civile. Cette tendance reflétée une partie de la pensée politique et philosophique relative à l'idée de la gouvernance.

La référence à la société civile fut une démarcation des philosophes des lumières qui attaquaient l'intrusion de l'Etat et réclamer plus de libertés en dehors de la raison d'Etat et de son monopole de l'espace publique.

Au départ, la société civile constituée par la volonté des réduire la centralisation des pouvoirs et la protection du pluralisme et aussi la promotion des normes de la coopération sociale comme garanti d'une démocratie stable et immunisée contre les dominations des groupes.⁸

Cependant, les approches de Tocqueville ont poussé vers le communautarisme contrairement à celles de Hegel centrées sur les inégalités ou bien de Karl Marks qui condamnaient la manipulation du pouvoir de domination. C'est Gramsci, qui malgré son engagement marxiste a défini la société civile comme rempart de rébellion contre l'orthodoxie et toute construction culturelle hégémonique.

L'approche de l'espace public pour Hannah Ardent et John Dewey est celle d'une société civile qui doit délibérer sur les questions fondamentale de la société.

C'est l'idée de la démocratie délibérative qui s'est répandu en Europe et mieux élaborée par Jürgen Habermas à fond engagé sur la sauvegarde de libertés individuelles. C'est la référence à une société civile conduite par ses propres membres

Une analyse des effets de la « solidarité sans consensus, Journal des Anthropologues, 2003

⁷ Jhon, Stone and Stephen Mennel, *Alexis de Tocqueville on Democracy, Revolution, and Society*, The University of Chicago Press 1982 pp, 12-31

⁸ Cohen Jean .I et Andrew Arto, *Civil Society and Political theory » the MIT Press Cambridge , 1994, p83*

à la base de valeurs communes constitués démocratiquement par des structures de communications de l'espace public.⁹

L'ensemble des théoriciens et des activistes de la société civile de la gauche considèrent que c'est la société civile qui constitue la base démocratique de l'espace public pour rendre possible de combat contre la culture des inégalités.¹⁰

John Keane et Jeffrey Alexander ont tenté à leur tour de construire une nouvelle vision de la société civile basée sur le respect des différences et la promotion du non violence étatique et sociale via l'espace public.¹¹

En somme les tendances de l'appréciation théorique de la société civile peuvent se résumer à trois tendances les Neo -Tocqvilians qui considèrent que la société civile est une partie intégrante de la société, et les Hégéliens et Habermasiens toutes catégories confondues qui voient en la société civile une société caractérisée par les normes positives et les valeurs de réussite de réalisations des objectifs communs¹².

L'expérience du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord laisse penser que l'interprétation du concept de la société civile varie selon les époques et les lieux, des usages propres, des traditions, des institutions et des valeurs qui n'échappent pas aux clivages controversés de la société arabo-berbéro-musulmane ancré dans le traditionalisme¹³ culturel.

Le concept d'une société civile dans ce contexte de transition à multiple facettes le renvoie à une situation de saisie¹⁴ entre l'interventionnisme et volontarisme souvent instrumentalisé à l'ère d'un printemps arabe confisqué.

L'idée de la société civile avait connu une riche contribution théorique suite à différentes pratiques résultantes de développement économiques sociaux et politiques. C'est paradoxalement une dialectique de restriction du champ politique qui favorise l'émergence du phénomène de la société civile et suscite le débat conceptuel à son propos. Seulement, cette société a pu aussi prospérer dans des contextes réputés dés¹⁵ affectueux à la liberté et au pluralisme aussi que dans des climats de diversité et du partage.

Au contraire, l'histoire récente démontre que les associations de la société civile ont beaucoup plus progressé dans des régimes démocratiques que dans les régimes en transition. L'approche de la société civile était différemment interprétée pour les uns et pour les autres. Les radicaux face aux libéraux considèrent que la société civile est l'alternative du diktat libéral. Par contre les libéraux dans l'évolution

⁹ Scrambler Graham " Habermas, Civil society, and Public Sphere, Society and Human Condition January 30sep 2013 <https://grahamscambler.wordpress.com/2>

¹⁰ Polantzias Nikolas " L'Etat, le Pouvoir, Le socialisme » Les Prairies ordinaires Paris 2013

¹¹ Jeffery Alexander, is civil society good society?" A special workshop in Dublin Ireland 6 September UCD College Dublin (you tube) 2013

¹² Edwards Michael " Civil Society's, 10 second edition Polity Press Cambridge 2010

¹³ Tamba Said, De l'existence de la société Civile dans le Monde Arabe, in L'homme et la société, Ed L'harmattan 1992 p67

¹⁴ Yamlouli Rachid " La problématique de la Société Civile au Maroc, Jadaliyya, 2014(en Arabe) <http://www.jadaliyya.com/pages/index/19607>

¹⁵ Tilly, C and S Tarrow »Contentious Politics » London Paradigm 2007

de la société capitaliste voyaient dans la société civile le support de l'émancipation de la société comprenant le monde des affaires dans la catégorie de la société civile.

La société civile dans son développement avait amené les théories¹⁶ à défendre la légitimité de réhabiliter le débat public et de le dessaisir des politiciens ou plutôt des professionnels de la politique au profit du monde associatif largement entendu.

Ceci dit, la conceptualisation de la société civile se referait initialement au potentiel social de régulation des actions du gouvernement émanant de la capacité des citoyens à rendre le pouvoir comptable et provoque les changements des structures à travers une organisation collective.

Certains se tenaient à l'idée que la société civile est essentielle pour le rafraîchissement de la démocratie non pour se substituer à la tradition de la représentativité électorale mais en guise de complément d'un régime en souffrance de participation civique institutionnelle.¹⁷

Les révolutions du cyber et du mass média social ont contribué significativement à reposer le concept de la société civile et ses étendus théoriques et pratiques dans une dimension globale d'une société civile transfrontalière, grandissante et considérablement éclatée.

Ces mutations majeures intervenues à l'aube de ce siècle qui fait son chemin vers un monde incertain qui pèsent sur les notions de la société civile et les rôles parfois contradictoires accompli au profit des uns ou des autres ; tantôt pour les centres du pouvoir tantôt pour les forces du contre pouvoir dans une confusion presque totale quand à sa qualification conceptuelle.

Cette quête de conceptualisation en vue d'une meilleure appréciation de la réalité continue à se heurter souvent à l'absence du consensus par rapport au contenu et ses contours, et aussi d'une réalité dévoilée par l'instabilité de l'accord et hostilité des débats interminables.

Les ambiguïtés inhérentes de la correspondance des concepts aux réalités des sociétés modernes incapables de réconcilier les intérêts et la vie commune révèlent le discrédit d'une société civile habitée par la moralité des lumières¹⁸.

Nonobstant, Les écoles réalistes et libérales malgré leur divergence s'accordent sur l'indispensabilité de la société civile dans le but de maintenir l'ordre pour les premiers ou partager le pouvoir pour les seconds¹⁹ (Walz, Kenneth et les autres).

Certainement, l'essence de la société civile se présente comme une collective action de négociation et du combat pour plus de pression par combinaison « entre une ingénierie sociale et un empiétement étatique »²⁰. Il faut alors chercher dans la

¹⁶ Heinrich V.F" *Studying civil society across the world: Exploring the thorny issues of conceptualization and measurement*, *Journal of civil society* 20081(3) p 211

¹⁷ Rowntree Joseph, *Charitable Trust " Power to the people: An independent Inquiry into Britain's Democracy"* New York : 2006 static1.1.sqspcdn.com/static/f/127762/1467774/1207329899507/schifferees_p56

¹⁸ Seligman B. Adam " *The Idea of Civil society*" Princeton university Press p 15 , 1995

¹⁹ Howard h. Lentnr" *Power and Politics in Globalization: The indispensable state*" p147 Routledge New York Taylor and Francis books London 2005.

²⁰ Marquand D. " *Cameron is a no secret Thatcherism*" , *Guardian Weekly*, 5 Septembre, 2008

pratiquer les réalités de cette société civile dont ses différentes manifestations pour tenter de dégager une approche théorique appropriée.

B) L'émergence transformative de la société civile²¹.

Les transformations encourues dans la société nationale dans un premier temps et internationale dans un deuxième, ont contribué considérablement à la détermination du devenir de la société civile et la redéfinition de ses rôles dans ces contextes de constantes mutations.

En effet, grâce aux grands changements politiques et idéologiques le Neo Tocquélisme a pu avoir raison du fait de la redéfinition des pouvoirs et des responsabilités de l'Etat, du Marché et du monde associatif.

Les challenges de la société en évolution accélérée par l'effondrement du Mur de Berlin et les mutations dans les structures sociales politiques économiques et planétaires ont permis une transition importante.

Cette transition qui a vu la compétition pour la résolution des problèmes collectifs de cette nouvelle société interne et externe à travers trois voies. Ces voies illustrées par le traditionnel pouvoir coercitif par les lois et les règlements édictées par l'Etat ou l'acteur étatique. Aussi par les mesures conséquentes du Marché. Et enfin, par les mécanismes des actions volontaires de caractères sociales par le biais des négociations et d'accords animés par de différentes catégories sociales.

Il faut dire que l'approche étatique à relever les défis de la société n'a pas réussi par son interventionnisme notoire et mesures transcendantes qui ont creusé encore le fossé entre les décideurs étatiques et la majorité des citoyens²² et la propagation des pathologies politiques et sociales voire humaine et environnementales.

Les règles du marché ont approfondi les inégalités et des dommages sur la condition humaine soutenues par les plans d'ajustements et d'appauvrissement au sud et des politiques d'austérités au nord le néo-libéralisme été à l'origine de tout les malheurs de la société moderne²³.

Ces exclusions résultant de l'empirisme étatique et l'expansion libérale ont fini par renforcer les distorsions et les fractures à l'intérieur des sociétés, comme à l'extérieur dans le nord comme dans le sud. Ils ont aussi reconfiguré la société internationale par une généralisation des modes de production et de pensées qui a globalisé le monde.

²¹ Michael Edwards » *Civil Society* » Polity Press 2010 preface, op cit

²² Khachib Jallal et Washnan Amal, *L'Etat et la société Civile, les limites des influences, Etude sur l'évolution de la pensée et l'élaboration théorique du phénomène de la société civile*, Centre d'études et des consultations Idraksy, 2016 WWW.Idraksy.Net (en Arabe)

²³ Atkinson.S Anthony, *Inégalités*, Ed Seuil, 2016.

L'échec de contenir des transformations et les défis des sociétés modernes ont révélé la nécessité de la collaboration des acteurs traditionnels des institutions publiques, le business et la société civile pour un traitement collaboratif.²⁴

Dès lors le monde associatif commence à prendre de l'élan dans des sociétés effervescentes fatigués du conservatisme devant l'épuisement des institutions de représentativités devenus sectaires et isolés dans un environnement de transformations meublé par des acteurs beaucoup plus influant qualifié de la société civile²⁵.

La voie de la société civile comme partenaire commence à se dégager pour un effectif partenariat entre le secteur public privé et civique. Une alternative édictée par les contraintes des circonstances de stabilité, développement et justice.²⁶

La société civile a gagné une place considérable par l'effort de construire des sociétés et des Etats à fond civil²⁷, et aussi le besoin de se détacher de toute subordination envahissante favorisant toutes formes d'exclusions ou d'exclusivisme.

La grande idée de la société civile est devenue le refuge des opprimés l'apanage des forces sociales et des catégories professionnelles, aussi des communautés ethniques, en somme de toutes activistes engagés sur de multiples questions de droit, d'identité ou d'intérêt.

Ainsi la naissance de la société civile constituée une rupture entre l'ordre conventionnel vers un autre ordre que certains a qualifié de la culture de séparation²⁸. Cette rupture proclame la bonne société dans laquelle l'individu vie sa citoyenneté et sa communauté et sa foi en toute harmonie.

Une nouvelle ère s'annoncé pour la floraison de la société civile qui est devenu la destination de toutes les aspirations, havre de toutes les solidarités est surtout un support indispensable économique politique et social dans tout les intervenants peuvent en tirer profit.

La reconnaissance de la société civile en tant qu'acteur incontournable ne laissait aucun doute devant les réalisations notoire dans différents domaines de société et de la politique²⁹ sur le plan interne et externe ; depuis la défense des droits jusqu'à la charité aux activités de la protection des minorités et la préservation de l'environnement.

La démarcation de la société civile ne résultait pas seulement de l'émergence de son profil publique et politique dans des groupements et aussi par l'expansion des

²⁴ Shawarb Klaus, *the Future of Civil Society*, World Economic Forum, 2013, WEF, Report PDF

²⁵ Castella Pierre, *l'émergence de nouveaux acteurs* ; Revue projet, 2000, p 10

²⁶ Glasius Marlies, *Expertise in the cause of justice : Global Civil Society influence in statute for an international criminal court in Global Civil Society*, yearbook 2002, Oxford University press, 2002

²⁷ Paffenholz Thania, *Civil Society and peacebuilding*, Centre on conflict development and peacebuilding , Geneva, 2009

²⁸ Bellah Robert and the others « *The Good Society: Shaping institutions that shape us* » ed Vintage 1991 p 425

²⁹ Habermas Jurgen, *droits et démocraties entre faits et normes*, Gallimard, 1997

organisations internationales non-gouvernementales³⁰ mais aussi par la réunion des preuves de l'opportunité grandissante de son importance dans la diligence des affaires publiques voire privés.

Ainsi, un éclatement sans précédent du nombre indéfini des organisations de la société civile à tendance transnationale et universelle ont façonné la configuration des institutions et les circuits de décisions et du pouvoir de la nouvelle société moderne de la globalisation.

La médiation et la modération des missions tant voulu par les acteurs traditionnels en place pour composer avec la réalité de la société civile. Une transformative réalité sociétale³¹ créant de nouveaux rapports de pouvoirs et de contre pouvoirs à laquelle se mêle les intérêts des uns et des autres.

Ce faisant, la nouvelle société civile que se démarque des lumières paraissaient encore plus utile comme outil de développement économique aidant aux moyens de subsistance et à la providence des services où l'Etat ne peut à elle seul subvenir³².

Une société civile semble humaniser le capitalisme par la promotion de la valeur de la solidarité et de la comptabilité aussi par l'exigence de la bonne gouvernance et surtout la protection de l'espace public³³.

Aussi les caractères transformatifs de cette société qui appel au pouvoir pour le peuple nationalement et internationalement ; la société civil s'est vu joué le rôle de défense et d'équilibres des forces en concurrence pour l'établissement de l'ordre interne et externe.

Cependant, ces mutations considérables qui ont fait de la société civile la plus grande mode de tout les temps n'a pas été sans risque de compromettre l'originalité de la grande idée de la société civile. En effet, certains ont même déclaré l'échec de cette grande idée puisqu'il est devenu trop populaire³⁴. D'autres voyaient la décadence venir de l'Etat et l'émergence des organisations non-gouvernementales comme Neera Chandok³⁵.

En d'autres termes, la société interne et internationale évoluent ensemble aux rythmes de dynamismes de la société civile largement entendu qui dépassent dans la pratique les orthodoxies des interprétations pour mieux comprendre leur rôles dans le processus de la gouvernance d'une société de plus en plus globalisée.

³⁰ Vaisse Justin, *Les Acteurs non-étatique, de nouveaux protagonistes aux intérêts divers*, Documentation Française ; 2014

³¹ Pirotte Gautier, *La notion de la société civile dans les politiques et pratiques, la découverte* 2017.

³² Boy Laurence, *le déficit démocratique de la mondialisation du droit économique et le rôle de la société civile*, revue *International des Relations Economiques*, 2003

³³ Habermas *op cit* p 45

³⁴ Wolf A » *Is Civil society obsolete*, » 1998

³⁵ Chandok, N « *The Conceits of Civil Society*. New Delhi Oxford University Press.

C) La transition associative vers la contribution.

Keane³⁶ croyait à un système de gouvernement où les opinions doivent être formulées à travers un débat public et des compromis pratiques. Seulement ce système a été méprisé par les inégalités et les discriminations, et aussi par des hégémonies déclarées ou silencieuses.

Les contraintes des transformations ont fini par réhabiliter l'espace public et permettre la parole et l'avis à la société civile à titre de consultation ou de légitimation. Une transition probablement génératrice de démocratie et d'innovations dans des sociétés soit de changement, de participation, de partage voire de dignité³⁷.

Cependant, la plus remarquable synthèse de cette conversion d'une société civile contributive via la sphère publique, c'est celle bien élaborée par Habermas quand il suppose l'existence d'un espace public discursif qui permet aux citoyens d'exprimer leurs préoccupations communes dans des conditions d'égalité, de liberté et d'interaction.

Ainsi selon Habermas les participants aux débats publics parviendront à des consensus sur les grandes questions par la force de l'argumentaire rationnel.³⁸ Cette approche malgré qu'elle est critiquée et limitée elle favorise tout de même la communication et réduit les formes d'extrémismes.

La théorie de l'espace public permet d'expliquer le cadre conceptuel des échanges intensifs installés entre la société civile, les acteurs public, privés à des degrés différents et dans des contextes non identiques ; voire pour des raisons autres que le souci de consultations³⁹ ; mais dans les conséquences sont convergentes sur la centralité de cette question de la consultation.

Ceci est confirmé par l'évolution de la participation de la société civile au processus décisionnel dont en témoignent les différents canaux créés à cet effet depuis les cadres législatifs les médias, les processus dans l'ordre national et international⁴⁰.

Une évolution qui inaugure la contribution régulatrice voire normative de la société civile cote à cote avec les pouvoirs publics⁴¹ et le monde des affaires et de

³⁶ Keane John « Civil Society definitions and approaches » http://www.johnkeane.net/wp-content/uploads/2009/01/jk_civil_society_definitions_encyclopedia.pdf P 2 The University of Westminster London UK 2009

³⁷ Cavatorta Fransecco » Arab Spring : The Awakening of Civil Society. A General overview PDF p 76 2012

³⁸ Flyvbjerg, Bent, Habermas and Foucault: Thinkers for Civil Society? (April 1, 2012). Mark Haugaard and Stewart R. Clegg, eds., *Power and Politics*, Vol. 2, London: Sage, pp. 117-140. Available at SSRN:<http://ssrn.com/abstract=2278191>

³⁹ Lamizet Bernard, *Nouveaux Espaces publics*, Revue de communication sociale et publique, 2015, pp. 15-31

⁴⁰ Les exemples du conseil économique et social des Nations Unies qui ont été le premier jusqu'à les consultations des dialogues nationaux sur différentes questions des libertés, genre, environnement au Maroc et Ailleurs, etc

⁴¹ Pomade Adélie, *Les implications de l'influence normative de la société civile sur le droit de l'environnement*, Revue interdisciplinaire d'études juridiques, 2010,

variantes titres de domaines humanitaires et préoccupations globales malgré les Résistances des raisons étatiques⁴².

C'est alors où les pratiques politiques commencent à être renforcés, les consultations nationales sur l'éducation l'aménagement du territoire, la durabilité. Aussi des associations et des partenariats dans les secteurs publics voire privés⁴³.

Le même processus imposé dans des organismes internationaux pour les questions vitales des droits de l'homme de la protection de l'égalité et la justice humaine jusqu'aux changements climatiques⁴⁴. Le phénomène du printemps arabe a prouvé la capacité de la société civile à faire disparaître des régimes si puissants en place et gêner la classe politique et défaire les compromis des pouvoirs.

Sans aucun doute c'est la réponse à la crise de la légitimité que les Etats et les organismes intergouvernementaux internationaux du système du Westphalie ses acteurs réputés principaux ont été contraints à s'accommoder en termes de prévention et de normalisation avec les nouvelles réalités d'une société indispensable pour les démocrates et les moins démocrates⁴⁵. Même les manipulations et l'instrumentalisation peuvent être comptabilisées au profit de la société civile c'est-à-dire symbole de son absolu indispensabilité pour les pouvoirs traditionnels⁴⁶.

Mieux encore l'apparition de nouvelles notions du monde du business et du profit telle que la responsabilité sociale de l'entreprise rapidement diffusée et adoptées pour une réconciliation du capital et l'engagement social⁴⁷.

Autant de facteurs et de forces de cette société civile qui se sont insurgée contre la guerre contre l'Irak et l'attaque contre Ghaza c'est cette même société civile qui entrave les essais nucléaires et dénoncent via le net les complots secrets en cassant le monopole des informations.⁴⁸

Ceci étant, l'immunisation de cette contribution n'est pas une tâche facile car cette même société civile est devenue d'une manière complexe le carrefour de multiples intérêts. Un déplacement et éclatements des centres de polarisations sociales économiques et politiques.⁴⁹

La naissance des lobbyings pour des causes juste ne peut être que bénéfique contrairement à des groupes de pressions d'intérêts pour des privilèges de catégories. La consultation et la contribution ne peut fausser la bonne société civile et les vertus de l'espace publique.

⁴² Rubio Fransisco, *la société civile organisée entrée dans l'histoire, revue humanitaire*, 2015 en se basant sur l'ouvrage de Thomas Davies, *NGO's, A new History for transnational civil society* ; Londres, Hurst, and Co, 2014

⁴³ Fardeau, J M et Pinaud, S, *les ONG dans la tempête mondiale, nouveaux débats nouveaux chantiers pour un monde solidaire*, ed Charles léopold Mayer, 2004, p 75

⁴⁴ Imad Eddine, *le Rolle de la coalition de la société civile Arabe pour combattre les changements climatiques* <https://www.youtube.com/watch?v=cHWsi5rJazk>, 2015

⁴⁵ Dobry Michel, *Société civile et démocratisation, une étude comparative*, Revue tiers, Monde, Armand Collin 2004

⁴⁶ Tozy Mohammed; *les sociétés civiles dans le Monde musulmans, la découverte*, 2011

⁴⁷ Ben yedar Moise et Zaddel Férid, *La responsabilité sociale de l'entreprise, voie de conciliation ou terrain d'affrontement*, Revue multidisciplinaire, le syndicalisme et le travail ; 2003, v4, n1

⁴⁸ L'exemple de Green Peace, Human Right watch

⁴⁹ Kaldor Marry, *Civil Society and Accountability*, Journal of Human Development, Vol 4, N 1, 2003

C'est pour ses raisons que la maturité morale et la disponibilité à reconnaître la diversité et le partage du bien commun reste centrale dans la pensée philosophique d'Hannah Ardent⁵⁰.

La transition de la contribution est un exercice démocratique qui nécessite l'établissement de règles et de conduites responsables pour favoriser des structures effectives comptables de la contribution de la société civile libéré tant que possible des enjeux d'un ordre en décadence.⁵¹

II) L'institutionnalisation statutaire de la société civile.

La véritable transition de la société civile, ce qu'on peut qualifier de shift c'est quand ces nouveaux acteurs ne accomplissent plus la mission de consultation et concertation à titre extra-institutionnel, mais ils ont fini par devenir partie prenante au processus décisionnel.

Cette transformation notoire manifestée par l'institutionnalisation⁵² de cette société civile qui a pris sa place dans le tissu institutionnel jusqu'à temps récent constitué le monopole des pouvoirs public. D'ailleurs, ceci a constitué un large mouvement dans les grands pays de tradition démocratique⁵³ et ceux émergents, et particulièrement dans certaines instances internationales.

Ceci dit l'intégration institutionnelle de la sociétés civile dans les pouvoirs de gouvernance nationale⁵⁴ et internationale pose le problème de la démocratisation de cette gouvernance et les garanties possibles aux missions développées à tendance prépondérante de ces multiples intervenants qui reconfigure l'architecture de la gouvernance nationale et globale⁵⁵

A) Les enjeux démocratiques de la Globalisation⁵⁶.

À l'ère de transformation globale, les institutions intergouvernementales traditionnelles⁵⁷ ont du mal à apporter des réponses efficaces et légitimes à des

⁵⁰ Moreaul François, *Hannah Ardent L'Amour de la liberté, Essai de la pensée politique*, Presse Universitaire de Laval, 2009.

⁵¹ Fox Jonathan, *Civil Society and Political Accountability: Propositions For Discussions*, The Helen Kellogg Institute for International Studies, University de Notre Dame, April 2000, www3.nd.edu/~kellogg/faculty/research/pdfs/Fox.pdf

⁵² Le Textier Tihbault, *L'institutionnalisation de la Société Civile*, http://www.letexier.org/IMG/pdf/LE_TEXIER_-_L_institutionnalisation_de_la_societe_civile_01.2010_.pdf

⁵³ Rymond Richard, *La société civile ce nouvel acteur de l'aménagement territorial*, Armand Collin 2009, pp, 10-28.

⁵⁴ Montagnier Maxime, *Les organisations de la société civile et le débat sur la gouvernance*, Institut de recherches et débats sur la gouvernance, <http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse-255.html>, 2017

⁵⁵ Gérard Roland, *Gouvernance globale et société civile*, *Revue développement et civilisations*, 2001, n295

⁵⁶ Corten Olivier, *Société civile et démocratisation des Organisations Internationales*, Academia Press, 2005

⁵⁷ Carnet Raphael, René Audet, *La société civile à l'organisation mondial de commerce vers une gouvernance plus équitable*, Presse de science Po, 2005, pp 161-176

problèmes mondiaux tels que: le changement climatique, La crise financière l'instabilité, les épidémies, la violence interculturel, les inégalités arbitraires, etc.

En réponse à ces lacunes, les formes de multi-niveaux, la gouvernance des parties prenantes ont été récemment mis en place, dont une combinaison d'acteurs publics et privés. Bien que cela ait augmenté l'efficacité de ces acteurs de la société civile, leur degré de légitimité est toujours remis en question.⁵⁸

Cela dit l'action de la société civile au niveau nationale et internationale ne cesse de s'accroître. Une action est principalement axée sur la construction d'un nouveau concept et aussi vers la formulation d'un cadre politique dans lequel la responsabilité démocratique des processus décisionnels, selon les modalités qui exige la légitimité de la gouvernance⁵⁹.

Ceci est en fin de compte en raison du simple fait que la responsabilité ne peut exister que dans un cadre construit. La réalité dénonce que des organes de gouvernance nationales⁶⁰ et internationales souffrent d'un déficit de démocratisation et responsabilisation.

Ces agents de la gouvernance ne disposent pas des mécanismes formels de responsabilité démocratique suite de l'échec de Etats-nations. Les dirigeants élus par le peuple aussi échappent au contrôle parlementaire soutenus par les siens ont sombrer davantage la crise de la représentativité..

La bureaucratie et l'usage accessoire des forces sociales et la société civile qui sont loin de l'influence dans la plupart des contextes de gouvernance telle qu'elle est actuellement pratiquée. La promotion de l'engagement de la société civile dans la gouvernance semble forcer les organismes de réglementation ont commencé à développer des relations remarquables avec les organisations de la société civile par exemple, le Comité économique et social européen de l'UE ou, plus récemment, la nouvelle Comité créé sur la sécurité alimentaire mondiale au sein de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.

Le rôle des organisations de la société civile dans ces contextes reste principalement basée sur un statut consultatif, ils permettent encore à l'exercice de diverses formes de «soft power» par les OSC. Seulement l'émergent contexte de la gouvernance mondiale a fourni un certain nombre de nouvelles opportunités pour la société civile⁶¹.

Ainsi grâce aux besoins d'équilibres et l'impact profond la société civile sur les sociétés et les structures politiques, sociales et économiques pour la plus grande légitimité, les institutions de gouvernance ont été sous pression pour être plus inclusif et attentif aux revendications politiques sociales économiques et humains venant de tout bords.

⁵⁸ Kenneth Anderson, David Rieff, *Global Civil Society: Skeptical view*, Washington College of Law Research Paper No. 2008-69, file:///C:/Users/HP/Downloads/SSRN-id899771.pdf

⁵⁹ Duchastel Jules et Audet René, *Démocratie société civile et l'institutionnalisation de la gouvernance transnationale*, Revue Etudes Internationales 4, 2008,p511, <https://www.erudit.org/revue/ei/2008/v39/n4/029596ar.html>

⁶⁰ Hassan Tarik, *Les instances de gouvernance dans la constitution marocaine le contexte, les structures, et les Fonctions*, Revue Marocaine de l'administration local et de développement, 2016 ; pp 62-78(enArabe)

⁶¹ Mourad bensaid, *de la gouvernance international à la gouvernance globale, une transformation d'analyse ontologique de la gouvernance mondiale*, Revue AlMoustakbal Elarabi, 2010, pp142-156 (en Arabe)

La dynamique des acteurs de la société civile ont réussi à avoir un accès accru à l'établissement de l'ordre du jour national et international, la prise de décision, le suivi et la mise en œuvre des questions.⁶²

Le défi de l'inclusion des acteurs de la société civile dans la gouvernance nationale et mondiale supposent des mécanismes qui ne se limitent jamais. C'est dans ce sens que de nouvelles formes institutionnelles émergent⁶³ constamment et le défi en termes d'intégration est donc constamment renouvelé.

Nouveaux filtres institutionnels sont créés et acteurs de la société civile dans les conseils nationaux conseil de droits de l'homme conseil supérieur de l'éducation, doivent se recentrer et d'adapter constamment aux nouvelles circonstances. Un autre exemple est fourni par le passage récent du G8 au format G20, la société civile militante a fait preuve d'un activisme intense autour du G8, les plus récentes réunions du G20 ont jusqu'à présent attiré moins d'attention des acteurs de la société civile.⁶⁴

La grande conférence de Paris sur les changements climatiques a témoigné du poids déterminant de la société civile principale caractéristique du militantisme transnational au cours des deux dernières décennies, la société civile a été un plus en plus actif.

Plusieurs textes relatifs au droit international, comme la convention d'Aarhus, la charte d'Aalborg ou encore l'Agenda 21 ont contribué à enrichir le débat démocratique d'une dimension participative et citoyenne et ont donc contribué à cette montée en puissance du rôle de la société civile en tant qu'acteur de la gouvernance nationale et internationale.

En somme, la présence accrue de la société civile dans les affaires nationales et internationales est interprétée dans le paradigme libéral principalement par deux rôles différents joué par la société civile société.

Premièrement, les organisations de la société civile joue un rôle clé dans la promotion de la démocratie par le biais l'affirmation des droits de l'homme⁶⁵. Conformément à l'hypothèse libérale selon laquelle un véritable système démocratique ne peut se produire grâce à la participation d'un public efficace et vivante opinion, qui fournit des données dans le système politique et le maintient sous la pression de la responsabilité,

Dans ce sens les acteurs de la société civile ont fourni une contribution bottom-up de plus en plus reconnu à la légitimité du système international. Les organisations de la société civile ont également joué un rôle dans la prestation des services, les Etats ont joué un rôle

⁶² Wiess G Thomas Tatiana Cranyanis and Jolly, *The Third United Nations, GlobalGovernance*, 2009, N 15, pp123-142.

⁶³ *Le dialogue nationale sur société civile et les nouveaux rôles constitutionnels*, Publication du Ministère chargé des Relations avec le Parlement et la société civile, Maroc, 2014

⁶⁴ *Journal Français Libération*, G20 Maintenant place à la société civile 3/10/2014

⁶⁵ *La question de la femme(Le Statut de la femme, le travail des Enfants, les liberté, la violence et l'exclusion*,

décroissant que le service les fournisseurs à l'échelle nationale et internationale, conduisant à la «privatisation» de la politique mondiale. Dans ce contexte, les organisations, apparemment «techniques» et «apolitiques» la société civile a prospéré localement et trans-nationalement.

La constellation politique spécifique qui a facilité la croissance et la consolidation de l'activisme civil au niveau national et international a pu aider à comprendre les origines de ce phénomène, et déchiffrer les contours de tout développement futur du rôle de la société civile localement et mondialement.

Le soutien des institutions nationales et internationales est un processus tributaire de l'innovation les innovations et évolue dans -système multipolaire incluant ainsi les formes de régionalisation, puis les conditions de florissant transnational de la société civile peut se trouver sous pression pour trouver des formes d'action politique alternatives qui sont plus adaptés à ce nouveau scénario.

En somme, la société civile est un moteur de renforcement de la démocratie au niveau national et international pour une meilleure gouvernance à travers des activités public. Car une démocratie efficace dépend d'un courant citoyens et les associations civiques capables de sensibiliser le public et la contribution à la formulation des lois et institutions de réglementation.

Enfin, la société civile peut apporter une contribution positive à la gouvernance démocratique l'activisme civique peut permettre aux parties prenantes et en effet changer la politique vers une plus grande sécurité et démocratie participative⁶⁶

B) L'exigence de la société civile à la Gouvernance.

Le développement des rapports entre les différents groupes d'intérêts transnationaux avait contribué d'une manière considérable dans le renforcement de la position de la société civile.

Curieusement, se sont les organismes des pays dit développés qui viennent au secours des acteurs politiques et civiles des pays en voie de développement. Cet apport qui a largement stimulé les actions de la société civile par amener les gouvernements à composer avec ses acteurs ou à créer indirectement ou directement leurs propres acteurs⁶⁷.

⁶⁶ Krause Kieth, *Transnational civil society Activism and International Security Politics/ From Landmines to Global zero*, *Global Policy* 5 num 2, 2014, pp, 229-34

⁶⁷ Ali Akbar Bromideh, *Wispread challenges of NGO's in developing countries :Case studies from Iran*, *International NGO Journal* Vol. 6(9), pp. 197-202, September 2011 Available online at <http://www.academicjournals.org/INGOJ>

Paradoxalement encore on a relevé que des organismes internationaux établissent des rapports avec des acteurs de la société civile et présentent des supports logistiques politiques voire financiers.

Nombreux sont les facteurs qui ont aidé à l'exigence de la société civile pour la gouvernance des différents politiques dans les domaines principaux qui préoccupe la communauté nationale et internationale.

Il faut reconnaître le rôle joué par les moyens de communication de large diffusion, et plus particulièrement les mass média sociaux. Ces mass media qui ont rendu possible toute les solidarités globalisant l'étendue et la portée de la société civile dans la gouvernance.

Ainsi, le cumul quantitatif et significatif des forces sociales culturelles des conséquences politiques ont fin par contraindre les pouvoirs publics traditionnels nationales et internationales à des degrés variable à reconnaître la société civile en tant que partie prenante.

La reconnaissance statutaire a été manifestée par les textes constitutifs comme les constitutions, les lois et les statuts des institutions nationales et locales de gouvernance. Un mouvement global qui a débuté dans les pays de tradition de démocratie libérale.

Le binôme société civile et média⁶⁸ a reconfiguré l'espace public et élargi le cadre du débat voire le déplacé des huis clos traditionnel vétuste. Un tel développement ne pouvait conduire qu'à l'intégration et qui est forcément statutaire et institutionnelle.⁶⁹

Une intégration d'un possible partage de gouvernance, qui malgré qu'il reste limité mais dans des domaines brûlants humanitaires droits individuelles et collectif développement durable et le combat contre les exclusions, éducation cultures.

Bien que cela n'est pas perçu et vécu de manières identiques d'un pays à un autre et d'un système politiques et économique à un autre. Car cela pourrait être mesuré pas les modalités de mise en œuvre de la voix de la société civile et la qualité opérationnelle de son discours et peut être par son autonomie et indépendance.

Le Maroc de la constitution de 2011 à ajouté l'appellation de la société civile au ministère chargée des Relations avec le Parlement au lieu d'un ministère de l'intérieur (comme il est de tradition) autonome laissant entendre la qualité représentative de la société civile aux rapports qui implique l'exécutif et le législatif. Seulement, l'effet réel de cette transition statutaire pour une mise en œuvre dans le processus décisionnel des pouvoirs publics dévoile encore l'un des impasses dans les labyrinthes du passage démocratique.

⁶⁸ G. Sgueo *The emergence of civil society networks*, Springer International Publishing Switzerland 2016 55, <file:///C:/Users/HP/Downloads/9783319288734-c2.pdf>

⁶⁹ Peter Wanyande, *The media as civil society and its role in democratic transition in Kenya*,

En effet se sont les moyens de fait et de droit suffisamment formulés qui sont susceptibles d'édifier les réelles participations et les concrètes contributions de la société civile contrairement à un ameublement préjudiciable à tout les partenaires quoi que révélateur des réalités des systèmes surtout ceux réputés aussi à leur tour de transitionnel.

Au niveau international l'exigence de la société civile à la gouvernance semblait devenir une réalité du vécu des organismes internationaux. C'est l'exigence de la bonne société internationale qui a favorisé le développement de la littérature la société civile globale⁷⁰.

Les exploits réalisés de la société civile internationale et la place prépondérante qu'elle occupe au sein de certains organismes voire l'indispensabilité de la SCG est devenu titre de légitimation des actions.

Certainement, l'évolution des problèmes de nature globale, exigent des solutions globales qui doivent être effectives et légitimes d'où l'intense implication de la société civile globale. Le sommet de la terre le sommet de Genève de Paris, le forum économique, le forum de Tunis.

Nombreux sont les instances de gouvernance internationales qui sont diligenté aux rôles joués par la société civile est plus particulièrement les Nations unies. Car au sein des Nations Unies et les organes qui en dépendent existent une très grande collaboration dans la conduite des missions et des programmes.

Une collaboration érigée au rang du partenariat impérative jusqu'au point où l'on parle de la troisième Nations Unies composés des organisations non-gouvernementales des individus des experts voire les multinationales corporations.

L'inclusion de la société civile dans la troisième Nations Unies est une exigence gouvernance internationale dans ce vingt unième siècle ou l'exigence de la démocratie, l'émergence des ces acteurs et la nature des défis ne peut que renforcer cette exigence.⁷¹

La diversité des acteurs internationaux est à l'origine aussi de soutenir cette participation à la gouvernance mieux ressentie à l'échelle globale au crédit de la démocratie de la légitimité est un ordre juste et équitable⁷².

⁷⁰ *The Global Civil Society Yearbook 2013*

⁷¹ *Weiss op cit*

⁷² *Levi Sébastien, Why the frustration? Explaining civil society Vonstraints in International Climate Politics, in Politikan 2014.*

C) La conversion du consultatif au délibératif.

L'itinéraire parcouru par la société civile trace des transformations des enjeux du pouvoir et de gouvernance. Jusqu'au début des années quatre vingt dix la société civile incarnait l'autre voix et probablement un contre pouvoir parfois redoutable dans les pays de tradition libérales ou de transition.⁷³

Par contre, dans les pays de transition démocratique instable ou en marche ; la société civile est un rempart où les mouvements politiques s'épuisent ou affrontent des entraves se réfugient. Elle constitue aussi l'autre partie de l'opinion publique malgré qu'elle ait été aussi l'objet de l'instrumentalisation des forces en conflits.⁷⁴

Ceci dit, à côté de cela et en rapport collaboratif voire de supervision, il y avait la société civile internationale qui se constitue solidairement et finit par devenir une alternative globale. Cette qualité d'alternative globale au milieu des crises de gouvernance financière, économique, sociales humaine et environnementale.⁷⁵

Ainsi une série de combinaisons entre les organismes nationaux et internationaux ont été réalisées pour préparer des décisions relatives à la gestion des crises et des challenges qui sont aussi nationaux qu'internationaux. Il s'agit d'une effective implication au pouvoir décisionnel par contraindre les Etats par exemple à l'octroi du droit d'asile ou améliorer les conditions humaines des immigrés ; les minorités, les démunis etc.⁷⁶

Force de constater que cette présence significative exprime le besoin d'une reformulation de la gouvernance pour apporter les réponses aux réalités nationales et internationales qui sont de plus en plus globales.

En effet, la transformation de la consultation à la délibération se déroule au niveau international d'une manière moins délicate qu'au niveau interne. Et ce pour des raisons fondamentalement liées aux exigences de la gouvernance internationale. Cette gouvernance internationale qui appelle à une composition délibérative reconnue aux acteurs non étatiques encore plus puissants dans leur influence sur la politique internationale.⁷⁷

⁷³ McKeon Nora, *The United Nations and Civil Society; Legitimizing Global Governance whose voice?* Eds Daniel Balcha, Richard Wenen.

⁷⁴ Krause Keith : *Transnational civil Society activism and international Security politics from landmines to Global zero : global Policy 5*, n° 2014. op cit

⁷⁵ Pace William R and Rik Panganiban » *The power of activist network the campaign for the international criminal court in civil society information age* , Ed Peter I Hajnal Farnham UK Asghat, 2002.

⁷⁶ Paffenholz Tania, *Civil Society and peace building* , Geneva the center on conflict development and peacebuilding, 2009 Accessed May 11, 2015.

⁷⁷ Milner Andrew and Moravcsik Andrew, *Power interdependence and non-State Actor in World politics*, Ed Princeton University Press, 2009

Contrairement aux acteurs traditionnels qui continuent à survivre en tire profit d'un ordre politique établi dans lequel la société civile continue à combattre pour s'imposer aux instances de décisions. Au fond, ce sont des combats de démocratie et de légitimité pour des équilibres de force pour l'ensemble des partenaires à la diligence des politiques publiques⁷⁸.

Il en résulte un état de transformation qui reste inaccompli. Car il est suspendu à la forme de projet d'intention à titre d'exemple le procédé de la pétition pour la procédure législative ou la saisine pour le contrôle constitutionnel. Toujours il c'est un état promoteur pour un avenir de gouvernance démocratique⁷⁹.

Au niveau international l'alternative de la gouvernance globale au côté de la société civile certains instance lui en réservé un place presque statutaire. L'idée du partenariat semble connu une maturation au niveau international ce que témoigne la littérature globale est la pratique. Aussi ce qu'il ressort des projets de réformes de la gouvernance globale.

La reconnaissance de la société civile institutionnelle et constitutionnelle est exprimée dans bon nombre de constitution telle que la constitution marocaine dans le préambule déclare le renforcement de la société civile 2011, et dans son article 12 qui dispose du caractère statutaire de la société civile dans le processus de la prise de décision publique en tant que forme démocratique de participation et de gouvernance. Par ailleurs des formes de participation sont prévus telle que la pétition et les saisines qui attendent les cadres juridiques et réglementaires de leur exercice.

Au niveau international plusieurs textes relatifs au droit international, comme la convention d'Aarhus, la charte d'Aalborg ou encore l'Agenda 21 ont contribué à enrichir le débat démocratique d'une dimension participative et citoyenne et ont donc contribué à cette montée en puissance du rôle de la société civile en tant qu'acteur principal de la gouvernance internationale.

L'exemple aussi des organismes internationaux spécialisés ou régionales qui disposent du composant de la société civile dans leur statut tel que le conseil économique et social de l'Europe ou le FAO. D'autres exemples qui renforcent la tendance nationale et internationale de l'intégration de la société civile en matière de justice sociale et environnement durabilité ect.

Les Nations Unies ou plutôt la troisième Nations unies est constitués aussi des sociétés civiles communément appelés les organisations non gouvernementales indispensables pour la gouvernance internationales.⁸⁰

⁷⁸ Challand, Benoît. « *The counter-power of civil society in the Middle East* », disponible sur : www.deliberatelyconsidered.com/2011/03/the-counter-power-of-civil-society-in-the-middleeast-2 Dernier accès le 12 mars 2011.

⁷⁹

⁸⁰ weiss

En somme la gouvernance internationale a considérablement intégré statutairement la société civile les exemples de la Cop 21 est remarquable ou la rencontre de Marrakech sur les questions du droit de l'homme des changements climatiques des règlements de conflits et dans d'autres instances et commissions. Il faut reconnaître alors cette importance grandissante en réponse des exigences de la démocratie de la comptabilité voire de la légitime de l'action de ces instances de gouvernance au niveau national et international.⁸¹

Ainsi la contribution des acteurs de la société civile en termes d'amélioration de la légitimité au niveau international Il est de plus en plus reconnu. C'est selon un large paradigme libéral, les institutions nationales et internationales, ont tendance à supposer qu'une participation accrue de la société civile dans la gouvernance contribue à augmenter sa légitimation.

Ce constat résulte lorsque l'autonomie de la société civile est préservée comme canal efficace pour communiquer les revendications de base politiques sociales, économiques culturelles de l'ensemble des acteurs. C'est une distinction faite entre les deux types d'organisations de la société civile qui ont une attitude très différente vers les institutions politiques.

En effet, c'est une approche visant à améliorer la légitimité des organisations de gouvernance nationales et internationales qui décline la tendance réformiste de la gouvernance traditionnelle. C'est une légitimation qui est aussi plus enracinée localement ou des organisations de mouvements sociaux pourraient procéder à travers des réseaux transnationaux

Le pluralisme et la défense des identités et des intérêts des individus dans des sociétés moderne de plus en plus complexes à l'ère de la globalisation sont autant de facteurs qui appellent à redéfinir non seulement la société civile mais aussi le devenir de la gouvernance nationale et internationale en quête de légitimité.⁸²

⁸¹ *Justice climatique*

⁸² *Op cit idem*